

Baromètre

de la Conjoncture économique de la CTFCI

Les résultats et les enseignements



La Chambre Tuniso-Française de Commerce et d'Industrie (CTFCI) a recueilli au courant de la période allant du 24 d'octobre au 9 novembre 2018 l'avis de la communauté de ses adhérents sur l'environnement des affaires en Tunisie et sur leurs performances pour les années 2018/2019.

Le baromètre de la conjoncture économique a pour ambition de mieux cerner les sources de compétitivité et de faiblesse, telles que perçues par les adhérents de la CTFCI. Il s'agit, en même temps, de faire une évaluation des performances des entreprises, de la portée de la nouvelle loi sur l'investissement, entrée en vigueur en avril 2017, de recueillir leur sentiment sur les opportunités et les défis de l'adhésion de la Tunisie à l'ALECA et sur l'ouverture sur l'Afrique. Ce travail se propose en outre de dégager une vision sur l'impact de l'instabilité politique sur le climat des

affaires, l'action des structures syndicales, la qualité des infrastructures et les prestations fournies par les services administratifs et de tirer des enseignements sur les facteurs de compétitivité du site tunisien des

58,5%

Des entreprises
amélioreront
leur chiffre d'affaires

45%

Des entreprises
feront des nouveaux
investissements

affaires outre la mesure des effets de la baisse du cours du Dinar sur l'activité des entreprises, qu'elles soient on-shore ou off-shore

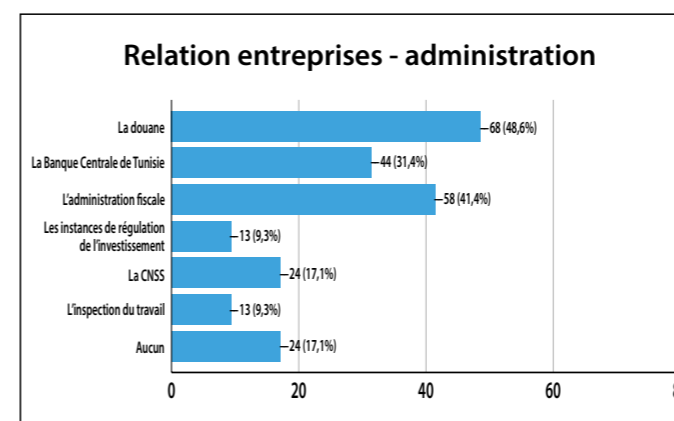
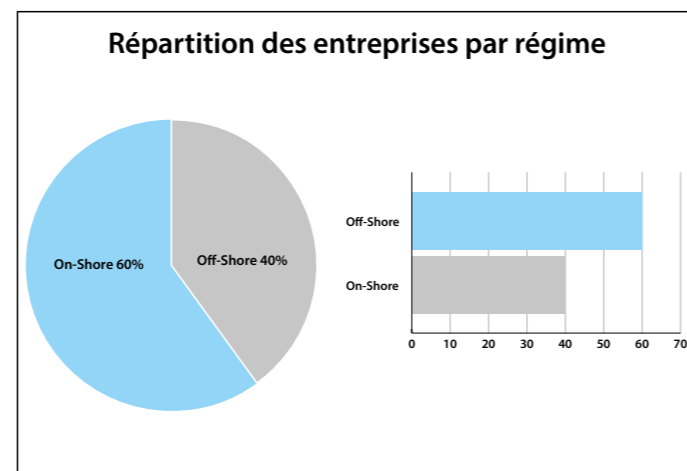
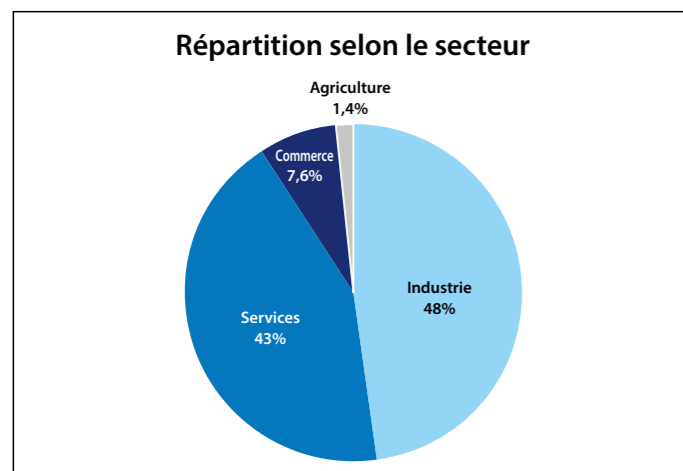
L'enquête a été administrée au moyen d'un questionnaire envoyé à tous les adhérents par internet.

Cette nouvelle vague du baromètre a été menée du 24 octobre au 9 novembre 2018 auprès de 136 dirigeants adhérents de la CTFCI. Cet échantillon aléatoire est représentatif de la population d'adhérents

de la chambre. En termes de régime d'activité, 81 entreprises opérant pour le marché local et 55 totalement exportatrices ont été sondées.

En termes de répartition régionale, la majorité des entreprises interrogées, soit 82,2%, sont situées sur le grand Tunis, 6,8% sont situées au centre est (Sahel ou Sfax) et 11% sont disséminées dans les autres

régions de la Tunisie. En termes de secteurs, 43,5% des entreprises questionnées opèrent dans le secteur des services, 48% sont dans le secteur industriel et 8,5% représentent le secteur commercial et agricole.



non justifiés, se transformant souvent en frein aux affaires en Tunisie. D'où la nécessité d'opter pour la digitalisation des procédures douanière et de leur dématérialisation de l'administration en tant que préalable pour redémarrer l'économie et renforcer la confiance des opérateurs. Certains dirigeants appellent à accélérer le projet e-gov et à conférer à la transformation digitale des services douaniers le caractère de priorité nationale

Dans ces cas de figure, les dirigeants sont insatisfaits des délais des procédures des administrations, de leur complexité et de leur manque de transparence.

Le même sentiment est exprimé s'agissant de l'administration fiscale et les chefs d'entreprise sondés invoquent outre le manque de transparence et d'injustice, les effets négatifs de l'instabilité du cadre fiscal et une pression qui plombe l'investissement et ne l'encourage pas.

Pour les dirigeants d'entreprise, les services assurés par la douane notamment sont source de lourdeurs

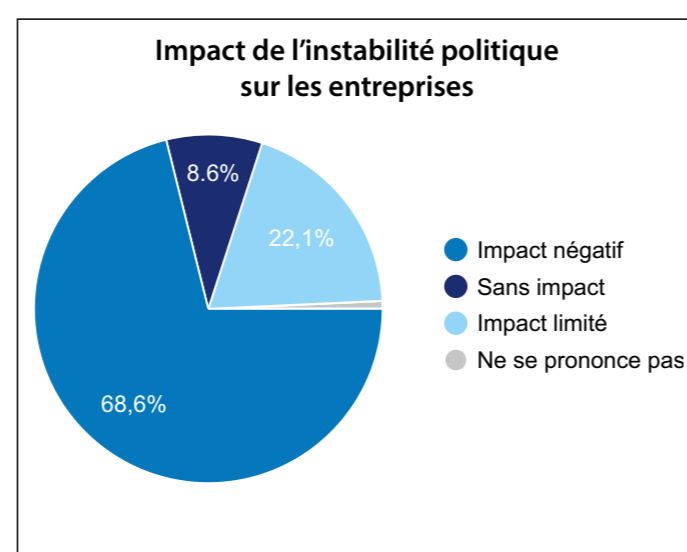
LE CLIMAT DES AFFAIRES

Une batterie de facteurs a été présentée aux dirigeants pour mieux apprécier aussi bien les contraintes et les opportunités au développement des entreprises.

Les données recueillies ont révélé que les procédures administratives, l'instabilité politique et la qualité des infrastructures sont les trois contraintes majeures au développement des entreprises en Tunisie.

En effet, 48,0% des dirigeants considèrent les procédures administratives comme un obstacle au développement de leur entreprise. Ce score était de 64% en mars 2017. Cet écart au niveau du taux ne reflète pas pour autant une simplification des procédures, un rétrécissement au niveau des délais ou une avancée sur la voie de la dématérialisation des procédures et de leur digitalisation.

L'instabilité politique apparaît comme une contrainte de plus en plus pesante. 70,0% des entreprises sondées invoquent ce facteur le considérant comme une source de blocage et de manque de visibilité. En troisième lieu, vient l'environnement des affaires qui s'est dégradé sensiblement à la faveur de l'attentisme qui trouve son origine dans le retard pris dans la mise en œuvre effective aussi bien des réformes que du démarrage des certains projets notamment, dans le cadre de PPP et des limites apparues, un an et demi après, de la nouvelle loi sur l'investissement.



Analyse du climat des affaires :

Quel que soit le secteur, les procédures administratives représentent la contrainte la plus sévère au développement des entreprises. Environ 5 dirigeants sur 10 pensent que les procédures administratives représentent un frein au développement de leur activité.

En effet très peu de dirigeants sont satisfaits de l'efficacité des services fournis par l'administration. Ce sentiment concerne particulièrement trois institutions à savoir la douane, l'administration fiscale et la Banque Centrale de Tunisie avec des taux d'insatisfaction respectivement de 48,6%, de 41,4% et de 31,4%.

LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES

En termes d'infrastructures, hormis la distribution électrique, les réseaux téléphonique et internet et l'assainissement, les réseaux routier et portuaire sont perçus comme étant soit défectueux soit d'une qualité au-dessous de la moyenne.

En effet, les réseaux téléphonique et internet sont jugés dans l'ensemble satisfaisants. 81 % des dirigeants sont satisfaits du réseau téléphonique et une proportion presque analogue, soit 71%, le sont même pour la distribution électrique, l'eau et l'assainissement

qui sont crédités d'un bon score avec un taux de satisfaction respectivement de 80% et 78%.

En revanche, les réseaux aérien, portuaire et routier représentent les infrastructures les moins satisfaisantes. Pour les infrastructures relatives à ces trois réseaux, une personne seulement sur 10 en est satisfaite. Plus concrètement, 95% des dirigeants considèrent le réseau aérien moyen ou mauvais, 93% sont peu ou non satisfaits du réseau routier et 78% sont insatisfaits du réseau portuaire.

Qualité des infrastructures

- **Distribution électrique :** 80% satisfaits
- **Eau et Assainissement :** 78% satisfaits
- **Internet :** 75% satisfaits
- **Réseau aérien :** 95% moyen ou mauvais
- **Réseau portuaire :** 78% non satisfaits
- **Réseau routier :** 93% peu ou non satisfaits

Les réseaux routier et portuaire sont perçus comme étant soit défectueux soit d'une moindre qualité que les autres infrastructures

Pour **70%** l'instabilité politique est source de blocage

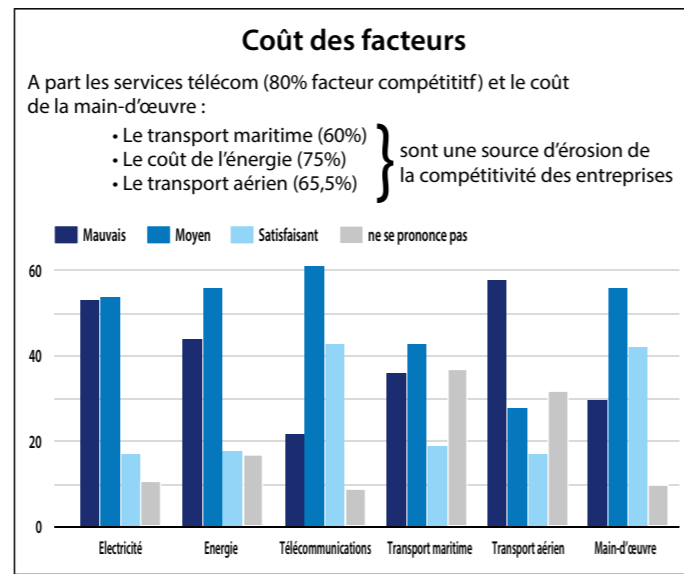
48,6% non satisfaits des services de la Douane

LE COÛT DES FACTEURS

Les facteurs perçus comme plus onéreux sont l'énergie, le transport maritime et le transport aérien. En effet, 75%, 65,5% et 60% des répondants perçoivent respectivement l'énergie, le transport aérien et maritime comme source d'érosion de leur compétitivité.

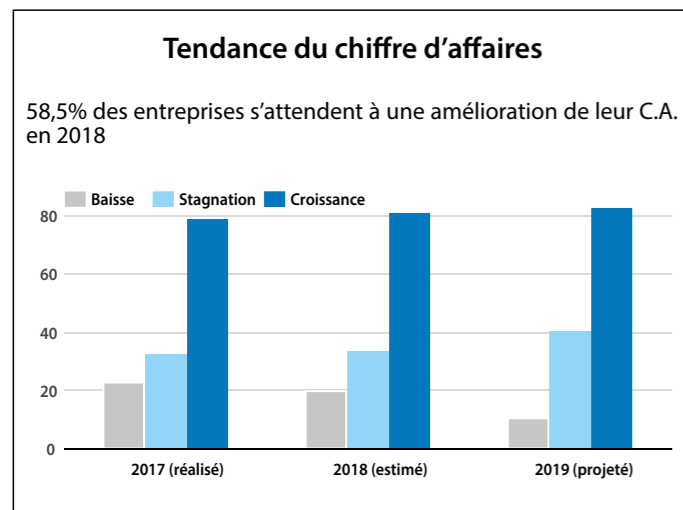
En revanche, la main d'œuvre et les télécommunications sont perçues comme des facteurs compétitifs. En effet seuls 26,0% et 18,7% des dirigeants perçoivent respectivement la main d'œuvre et les télécommunications comme un facteur coûteux.

En comparaison avec mars 2017 la perception du coût des facteurs est restée globalement stable.



LES PERFORMANCES DES ENTREPRISES

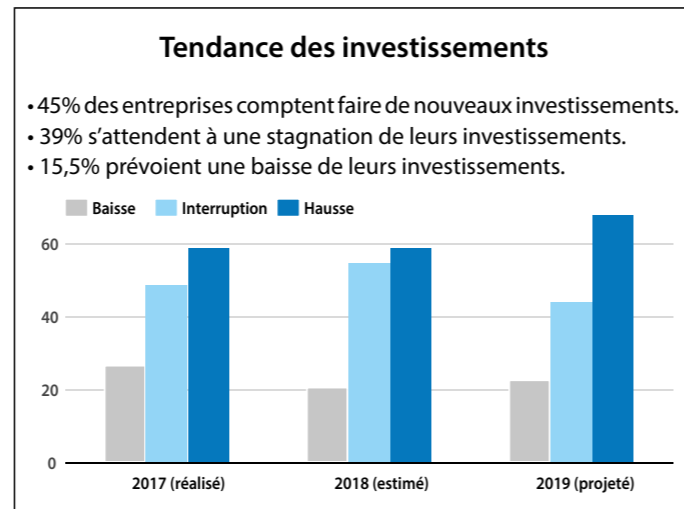
En dépit d'une conjoncture économique hésitante et un climat d'instabilité politique, il ressort de l'enquête menée auprès des chefs d'entreprise un sentiment d'optimisme, même s'il demeure mesuré. Les réponses des dirigeants d'entreprise révèlent la résilience des entreprises adhérentes qui ont pu, nonobstant un environnement parfois défavorable et des coûts de facteurs peu satisfaisants, non seulement résister mais créer de la richesse, des emplois, investir et dégager des bénéfices.



Chiffre d'affaires :

58,5% des entreprises s'attendent à une amélioration de leur Chiffre d'affaires en 2018. Pour 2019 ce taux est estimé à 62,1%. En 2017, cette proportion a été de 50,9% en 2017.

Investissements :



Même si un sentiment mitigé est exprimé, il n'en demeure pas moins vrai que 45% des entreprises comptent faire de nouveaux investissements, 39% s'attendent à une stagnation de leurs investissements et 15,5% prévoient une baisse.

Pour 2019 on prévoit un léger mieux et un regain d'optimisme avec 53% des chefs d'entreprise qui prévoient une hausse de leurs investissements.

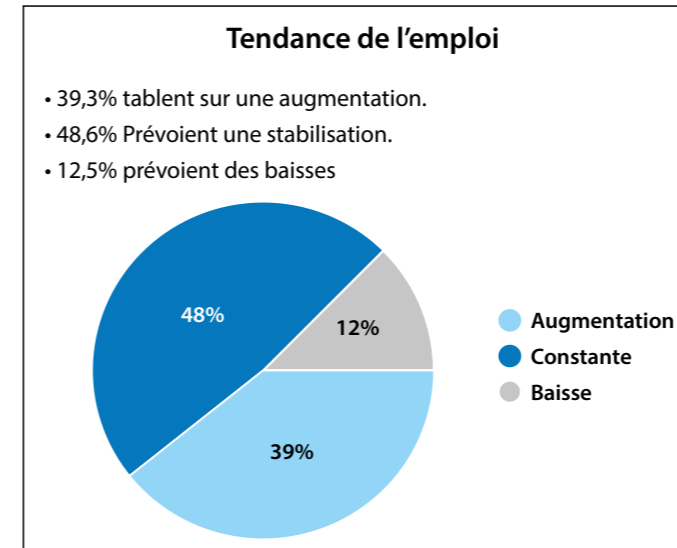
Il faut rappeler qu'en 2017, 48,8% des entreprises ont déclaré avoir enregistré un accroissement significatif de leurs investissements.

Emploi :

Les chefs d'entreprise sont dans l'expectative, puisque 39,3% tablent sur une augmentation, 48,6% misent

sur une stabilisation et 12,5% n'écartent pas une baisse de leurs effectifs.

Il faut rappeler qu'en 2017, 39,1% ont annoncé un accroissement des emplois créés.



LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES 2018

Les entreprises expriment un sentiment mitigé au sujet de leurs perspectives économiques de 2018. 52% des dirigeants s'attendent à une amélioration contre 38% qui les voient comme moins bonnes qu'en 2017. Au cours de cette dernière année les rapports étaient respectivement de 45,5% et de 31,5%.

Le climat politique et législatif :

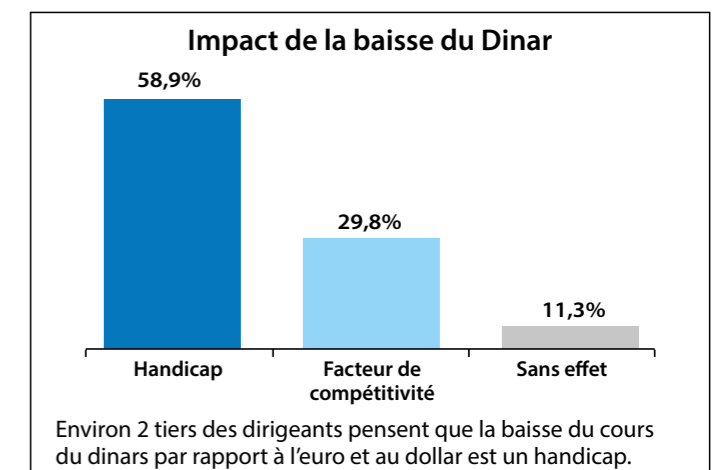
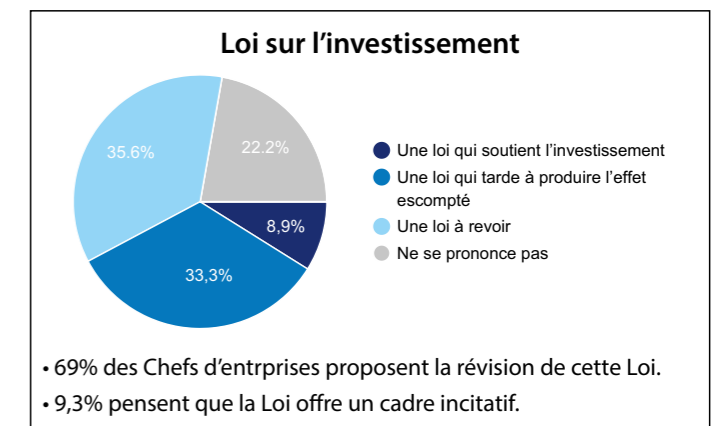
68,6% des dirigeants jugent mal l'instabilité politique et gouvernementale, en le considérant comme une source d'attentisme et de manque de visibilité.

Toutefois, ils sont 30,7% à penser que l'impact de ce facteur est sinon faible, sinon insignifiant.

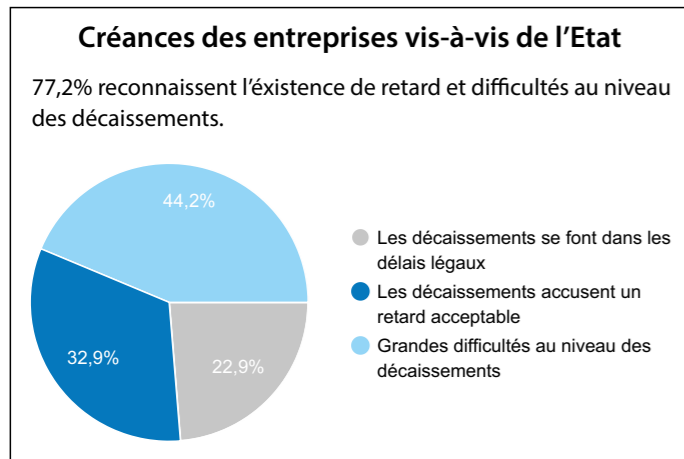
Pour **69%** il est nécessaire de revoir la Loi d'investissement

Pour **75%** l'énergie est un facteur de non compétitivité

69% des entreprises pensent la nouvelle loi sur l'investissement, entrée en vigueur en avril 2017, est inadaptée nécessitant même une révision en profondeur. 10% considèrent le nouveau cadre suffisamment incitatif.

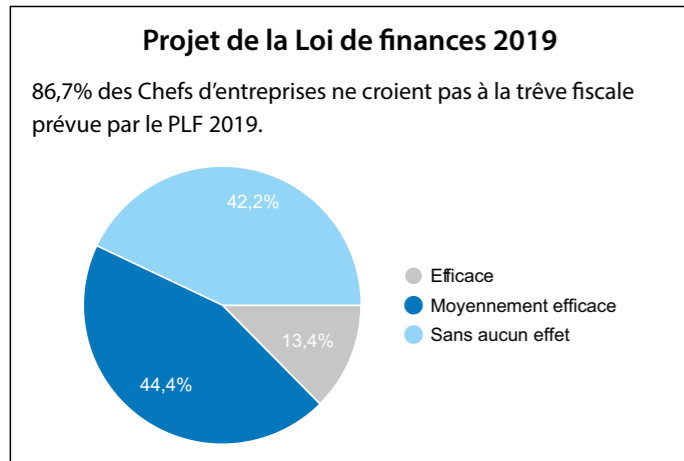


Par ailleurs, les créances des entreprises vis-à-vis de l'Etat et des entreprises publiques posent de plus en plus de problèmes. 77,2% des entreprises reconnaissent l'existence de retard, voire de grandes difficultés au niveau des décaissements.



Sur un autre plan, 1/3 des entreprises voient dans la baisse du cours du dinar un facteur compétitif, 11,4% ne ressentent aucun impact et 58,6% perçoivent cette baisse comme un facteur à risque.

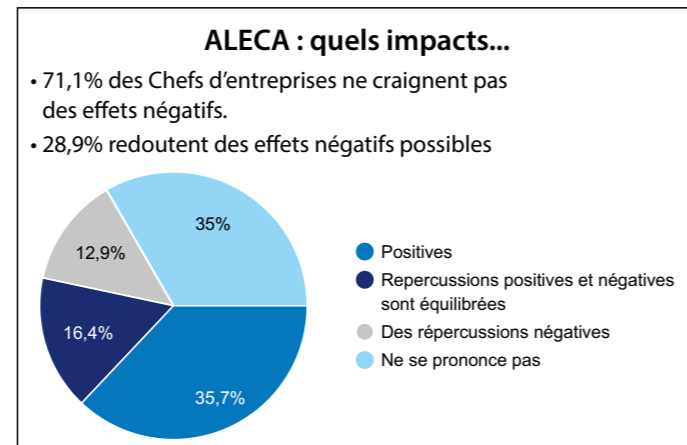
Au sujet du projet de loi de finances 2019 : 86,7% des chefs d'entreprise croient peu à la trêve fiscale prévue par le PLF 2019 au profit des entreprises, la jugeant sans effet, ou peu efficace.



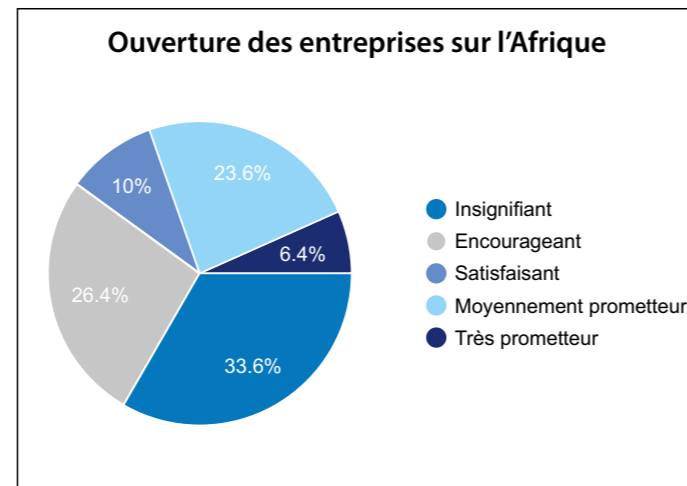
Les négociations engagées par la Tunisie avec l'Union Européenne sur l'ALECA sont plutôt perçues avec un certain optimisme par les dirigeants d'entreprise. 71,1% des chefs d'entreprises ne craignent pas des effets négatifs sur leur activité contre 28,9% qui redoutent des effets négatifs possibles.

Pour le cas du secteur des services, 53,5% des chefs d'entreprises pensent que l'ALECA est un facteur favorable pour le développement des activités des

services et la promotion des IDE. 1/3 des dirigeants sondés sont encore dans l'expectative et 15% redoutent des effets négatifs.

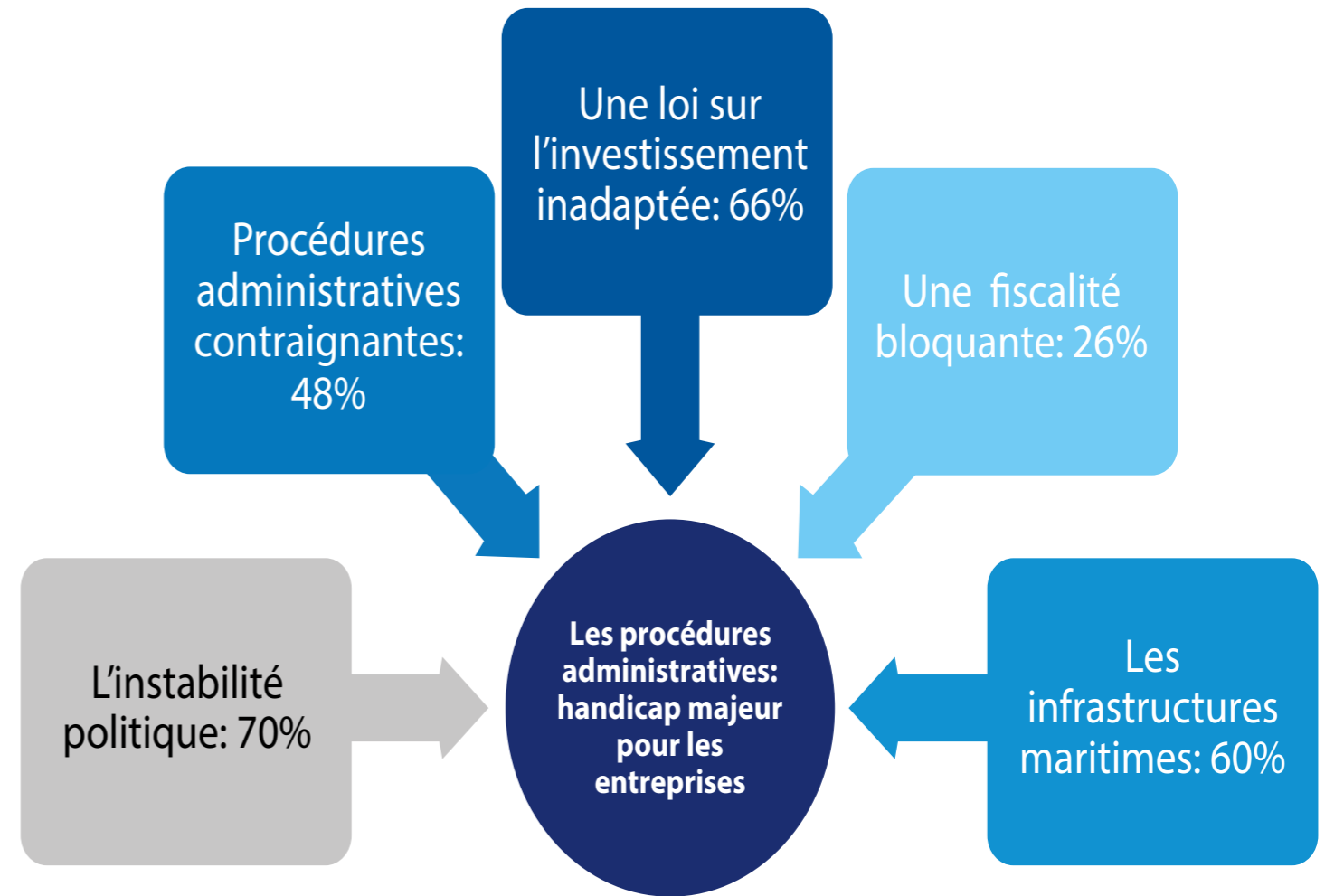


Pour ce qui concerne l'ouverture des entreprises sur l'Afrique et l'action publique engagée pour renforcer ce positionnement, 33,1% des chefs d'entreprise soutiennent que le positionnement de la Tunisie en Afrique accuse encore un grand retard, 41,4% le juge satisfaisant et 29,5% prometteur.



ALECA
71%
des Chefs
d'entreprises
ne craignent pas
des effets négatifs.

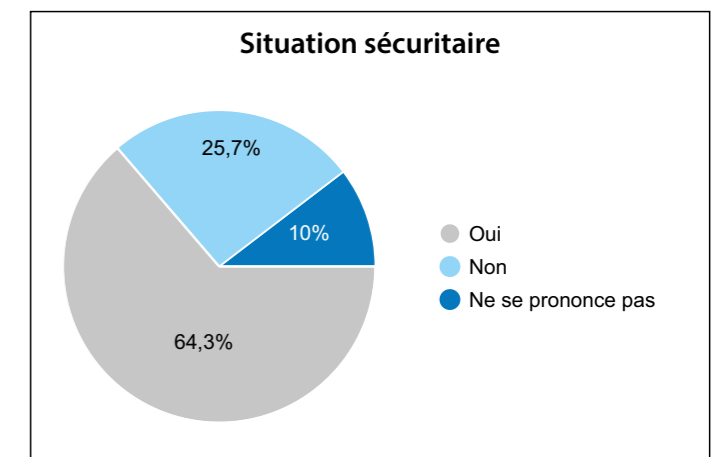
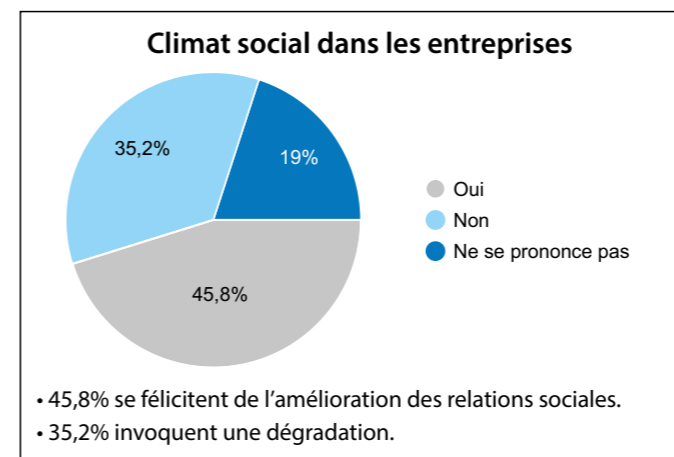
Perception du Climat des affaires



ENVIRONNEMENT SOCIAL ET SÉCURITAIRE

Les réponses des chefs d'entreprise sur le climat social sont ambiguës. 45,8% se félicitent d'une certaine amélioration des relations sociales, une importante proportion, 35,2% parlent de dégradation de la situation sociale et presque 19% ont préféré ne pas répondre à cette question.

En revanche, s'agissant de la situation sécuritaire, deux tiers, soit 63,4%, des entreprises sondées sont satisfaites de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays et un tiers éprouve encore certaines réserves.



CARACTÉRISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Forces

Les dirigeants sont optimistes quant aux perspectives 2018 et 2019 : 63% pensent que leur chiffre d'affaires va augmenter en 2018 et 64,7% s'attendent à un résultat positif en 2019.

46,3% des entreprises ont prévu de nouveaux investissements en 2018 et 53,6% prévoient de nouveaux investissements en 2019

88% des chefs d'entreprise comptent soit créer de nouveaux emplois, soit stabiliser le nombre de leur personnel

Faiblesses

58,9% des entreprises estiment que la poursuite de la dépréciation du dinar est un facteur à risque

77% des chefs d'entreprise affichent un certain pessimisme pour leurs créances envers l'Etat, notamment au niveau des décaissements qui accusent parfois de grands retards

78% des entreprises ne s'attendent pas à une amélioration de la situation économique en 2018.

88% des chefs d'entreprise considèrent la trêve fiscale peu efficace ou sans impact réel

Opportunités

L'ALECA : une chance pour les entreprises pour gagner en compétitivité.

71% des chefs d'entreprise s'attendent soit à des effets positifs ou à l'absence d'effets négatifs

63,2% considèrent leur positionnement sur l'Afrique comme porteur de promesses

Les infrastructures liées aux NTIC et celles liées au réseau routier sont satisfaisantes.

Menaces

Lourdeur et manque de transparence des procédures administratives, notamment douanières et fiscales

Un climat d'instabilité politique pesant

Absence de visibilité

Les infrastructures liées au transport peu satisfaisantes (réseau portuaire et transport aérien).

Une loi sur l'investissement à revoir. 70% des chefs d'entreprises voient son impact soit nul soit insignifiant.

Une trêve fiscale pour 2019 : 42,3% sans effet

LE BAROMÈTRE de la Conjoncture économique de la Chambre Tuniso-Française de Commerce et d'Industrie



39, avenue du Japon - 1073 Tunis - Montplaisir
Tél. : (216) 71 90 43 29 - Fax : (216) 71 90 09 66
E-mail : info@ctfci.org
Site web : <http://www.ctfci.org>

Directeur de la publication : Foued Lakhoua

Rédaction / Coordination : Néjib Ouerghi

Conception graphique & Impression :

SCRIPT

11, avenue Abderrahmen Azzam - Montplaisir - 1002 TUNIS

Tél. : (+216) 71 906 155 (L.G) - Fax : (+216) 71 901 973

E-mail : imp.script@gnet.tn / imp.script@yahoo.fr